

L'échec dans la lutte contre l'AQMI

Les maquis islamistes ne sont pas réduits, même si les autorités algériennes attribuent la perpétuation de l'activité terroriste à la dispersion des armes libyennes.

Ihsane el Kadi

Le pouvoir politique algérien est, parmi les trois grands voisins arabes de la Libye, celui qui a traité la révolution conduite par le Conseil national de transition (CNT), avec la plus grande défiance. Sous couvert de neutralité entre deux parties en conflit, la diplomatie algérienne a refusé d'établir des contacts avec le CNT entre le mois de mars et le mois d'août 2011. Elle a exposé l'Algérie à l'infamante, mais non prouvée accusation de soutien matérielle au régime de Moummar Kadhafi. Une accusation répétée que Benghazi a utilisé comme une arme contre Alger en riposte à sa position hostile à l'application très extensive de la résolution 1973 par l'OTAN. Le 21 mars dernier, le ministre algérien des Affaires étrangères, Mourad Medelci, faisait sa première véritable « sortie » sur les événements de Libye en appelant à la « cessation des bombardements de l'OTAN » lors d'une conférence de presse tenue conjointement avec son homologue russe, Sergei Lavrov, en visite en Algérie. « Les frappes aériennes visant la Libye sont exagérées et non justifiées, et elles n'ont pas respecté la résolution onusienne 1973 ».

Cependant, dès les premiers jours de l'insurrection libyenne, c'est un autre thème qui va servir à justifier les « réserves » de l'Algérie : la dispersion des armes dans la région. Une grande machine politico-médiatique s'est alors mise en route pour expliquer que l'instabilité politique en Libye allait profiter à l'AQMI (Al Qaida au Maghreb islamique). Medelci a multiplié les déclarations alarmistes sur la dissémination des armes dans la région sahélo-saharienne. Le ministre de l'Intérieur, Daho Ould Kablia, sur la chaîne française France 24 a exprimé clairement en mars 2011 à quoi se réduisait pour lui la « révolution libyenne », « une promesse de chaos, avec des armes dans la nature ». Dès la fin de l'été 2011, cette alerte algérienne sur « le risque libyen » est devenue de fait, la nouvelle menace stratégique pour la région saharo-sahélienne. Il est vrai que les déclarations du clan Kadhafi chassé de Tripoli ont favorisé cette paranoïa à la dissémination des armes dans la zone. Un colloque international sur la sécurité dans cette région s'est tenu à Alger le 7 et le 8 septembre 2011 avec comme thème majeur, la nouvelle donne libyen-

ne. Mais sans la présence du CNT, entré victorieusement à Tripoli 15 jours auparavant. La stratégie algérienne est devenue quelque peu pesante au bout de deux journées de travaux. Toute la violence à venir que pouvait subir les pays du champ – le Niger, le Mali, la Mauritanie, et l'Algérie – était d'avance catégorisée sous l'entête du risque « Libye », a noté une conférencière représentant l'ONU.

Les attentats de l'AQMI en Algérie siglés 'd'origine libyenne'

La campagne des officiels algériens, largement relayée notamment dans les médias arabophones à gros tirage, a utilisé habilement le capharnaüm révolutionnaire libyen pour faire passer l'idée selon laquelle la perpétuation de l'activité terroriste en Algérie au nord comme dans le Sahara, serait à partir de cette année 2011 le résultat de la dispersion des armes libyennes. Et seulement de cela. Le gouvernement algérien n'a pas beaucoup prêté attention à la vraisemblance. Chaque attentat des éléments de l'ancien GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat), devenu AQMI, devait l'occasion de rechercher une filiation avec des armes libyennes. Dès le mois de juin, la presse parle d'une opération qui a permis de récupérer « une tonne de semtex provenant des arsenaux libyens » (Le Matin.dz), sans qu'aucun fait d'enquête ne vienne corroborer cette information. Les attentats à la bombe de l'AQMI contre les forces de sécurité algériennes s'ils ont cessé à Alger, se sont toujours poursuivis dans le centre du pays depuis la conversion en 2007 du GSPC en filiale maghrébine de l'organisation dirigée alors par Oussama ben Laden. Les plus connus restent bien sûr ceux qui ont frappé la capitale en mai 2007 contre le Palais du gouvernement et en décembre de la même année contre les sièges du Conseil constitutionnel et celui des Nations unies. En 2008, 2009 et 2010 des attaques de kamikaze ou à la voiture piégée ont fait plus de 300 morts contre des casernements de l'armée, des intérêts étrangers (le constructeur Razel, 2008), des nouvelles recrues de la gendarmerie (École na-

tionale des Issers, 2008), ou des commissariats de police (Tizi Ouzou, 2009, Reghaia près d'Alger, 2010). Les attentats à la bombe de l'été 2011 sont subitement devenus obligatoirement des opérations possibles grâce à « l'arsenal libyen ». Dès le 16 juillet le double attentat suicide contre le commissariat de police de Bordj Menail, (60 kilomètres à l'est d'Alger) était badgé « Libye » par des sources sécuritaires qui « informent » les journalistes spécialistes du dossier sécuritaire. Neuf jours plus tard, la voiture transportant Abdelqahar Belhadj, le fils de Ali Belhadj, l'ancien numéro 2 du Front islamique du salut, et deux autres terroristes, explosait sous les tirs d'un barrage militaire à Thénia, 55 kilomètres à l'est d'Alger. « Les explosifs à bord venaient de Libye » s'aventurent à chuchoter quelques sources sécuritaires. Sans aucune suite apportée par l'enquête.

La filière libyenne est alors associée à toutes les activités de l'AQMI dans le nord algérien faisant la première ouverture de journaux comme *Echourouk* (arabophone, 700 000 exemplaires par jour) ou *Ennahar*, connu pour être proche des services de sécurité algériens. Aucun sondage d'opinion n'a permis d'évaluer l'impact de ce travail de sape auprès de l'opinion algérienne pour diaboliser « les événements de Libye » et faire porter la responsabilité de la succession des attentats à un facteur externe. Il faut croire, cependant, que les autorités algériennes n'avaient pas prévu l'engrenage dangereux d'une telle communication et ses conséquences politiques. Le 26 août 2011, à trois jours de la fin d'un ramadan particulièrement sanglant, une spectaculaire attaque de deux kamikazes revendiquée par l'AQMI causait la mort de 16 officiers de l'ANP (Armée nationale populaire) et de deux civils, sur le seuil du mess des officiers de l'académie Inter armes de Cherchell, le « West-point » de l'armée algérienne. La déconvenue est si forte que l'accusation contre « le semtex libyen » est dans les colonnes de la presse avant même que la fumée ne retombe sur le site du drame. Dans son message, l'AQMI affirme avoir punit Alger pour son soutien au régime de Kadhafi.

La boucle est ainsi bouclée. À force de chercher à noircir la trajectoire de l'insurrection libyenne dont la seule fonction finalement serait de permettre, indirectement, de fournir des armes aux terroristes algériens, la propagande officielle algérienne s'est attirée de terribles représailles.

Boucle fermée ? Pas tout à fait. Le 23 octobre 2011, trois humanitaires, deux espagnoles et une italienne, sont enlevées près de Tindouf dans un camp du Polisario, dans l'extrême sud-ouest algérien. Le site de cette opération revendiquée par la branche sahélienne de l'AQMI, venu par la Mauritanie voisine, est une très mauvaise surprise. Dès le 28 octobre, *Al Khabar* (journal de référence arabophone, 500 000 exemplaires par jour) écrivait à propos des ravisseurs : « ce groupe a dissimulé ses voitures dans le sable du Sahara et surveillait la région à l'aide de moyens sophistiqués et des jumelles

infrarouges trafiqués qu'il a pu s'acquérir en Libye, actuellement entre les mains de l'armée ».

Abdelmalek Droudkel plus solide que le chef des FARC

Les autorités algériennes n'ont pas eu peur de l'in-vraisemblance en cherchant depuis l'été 2011 à mettre des armes et des équipements libyens entre les mains de tous les groupes insurgés islamistes qui agissent depuis de si longues années sur le territoire de la république. Tout le problème est bien là. La longévité de l'insurrection islamiste algérienne a survécu à un accord politique (La Concorde civile 2000), à une loi amnistiant (Réconciliation nationale 2005) et surtout à une lutte anti-terroriste de 20 ans. Sa principale conséquence, depuis le début de la décennie 2000, est son débordement géo-opérationnelle sur la région sahélo-saharienne. Enlèvements de ressortissants occidentaux, contrôle des routes de trafics divers, racket sur les voyageurs, mais surtout attaques armées sanglantes comme c'est le cas régulièrement contre les forces militaires mauritaniennes. Un abcès géopolitique grandissant. Un représentant du Mali à la conférence sur la sécurité de la région en septembre dernier à Alger ne cachait pas la vision de son gouvernement sur la question. « Nous n'avions pas de groupes islamistes armés dans le nord du Mali avant. L'AQMI est un dérapage algérien sur la région. Il ne faut pas que l'on nous demande de nous en occuper avec nos maigres moyens alors que nous en sommes plus des victimes ».

Un « dérapage algérien » qui pourrait bien devenir une « cause libyenne » à la faveur du voile de fumée de la guerre civile libyenne et de la formule d'abracadabra des officiels algériens. « Pendant les deux jours de la conférence, jamais le mot Kabylie n'a été prononcé une seule fois » note un spécialiste des questions sécuritaires qui n'a pas osé briser le consensus sur « le grand risque libyen ». La Kabylie est la région montagneuse et forestière d'environ 150 000 kilomètres carrés à l'est d'Alger ou est « hébergé » l'État-major d'AQMI. L'émir de l'AQMI, Moussab Abdelwadoud, de son vrai nom Abdelmalek Droudkel, est à la tête de son organisation depuis l'été 2004. Une longévité que les chefs des FARC protégés par la jungle colombienne peuvent lui envier depuis qu'ils ont perdu, début novembre, leur numéro 1, Alfonso Cano, en poste depuis seulement 2008.

Les fatwas, le choix des cibles, la centralisation des moyens financiers, les nominations des émirs de *katibate* (phalange) y compris celles qui circulent dans le Sahel, tout provient du quartier général d'Abdelmalek Droudkel, basé quelque part dans les montagnes de la façade maritime de la Kabylie. Un rôle dirigeant essentiel qui n'a pas échappé au *New York Times* qui a publié un étonnant entretien audio avec l'émir de l'AQMI en juin 2008. C'est Abdelmalek Droudkel également qui décide du sort des otages occidentaux enlevés au

Maghreb. Les chancelleries étrangères le savent, mais les médias préfèrent mettre en avant le profil épique d'un des ses adjoints, Abou Zeid, qu'il a dépêché au Sahara pour reprendre en main l'AQMI dans cette région.

L'étendue de l'activité terroriste dans le nord de l'Algérie, le poids de commandement et de coordination sur les activités de l'AQMI au Sahel sont bien perçus aujourd'hui comme un échec de la lutte anti-terroriste. Le département américain croit pourtant savoir que 1 200 terroristes ont été éliminés par les services de sécurité algériens lors des deux années 2009 et 2010. Si le chiffre paraît exagéré, il donne une indication de la dimension du maquis islamiste, 11 ans après l'annonce quasi officielle par le président Abdelaziz Bouteflika, de la fin du terrorisme. Pour Abderrazak Maïza, ancien chef d'État-major de la première région militaire, qui recouvre les régions centre « le désarmement des patriotes et GLD [civils armés par le gouvernement] ainsi que l'amnistie de 2006 ont été pour beaucoup dans le redéploiement des terroristes sur le terrain ». Adlane Dramchi, un universitaire de Constantine (est du pays), spécialiste des questions de sécurité régionale, considère lui que l'invasion de l'Irak par les États-Unis en 2003 a relancé le recrutement de l'insurrection islamiste « qui était sur le point de renoncer entièrement aux armes » après qu'une majorité d'islamistes armés aient rejoint la vie civile en 2000. Une courbe de fréquence des opérations terroristes dessine un V entre 2000 et 2006, l'année de relance des attentats étant 2004. Le fait est là. À fin 2011, les maquis islamistes algériens ne sont pas réduits. Au point où les autorités algériennes préfèrent anticiper sur l'avenir en attribuant par avance la responsabilité aux armes libyennes, à la nuisance prochaine de l'AQMI dans la région. Un inquiétant signe d'impuissance.

Des armes pour l'AQMI ou pour la rébellion azawad ?

La question reste cependant posée de savoir, une fois recadrées les exagérations algériennes sur « le risque libyen », à qui peuvent profiter les armes récupérées du théâtre des opérations libyen. Les autorités mauritaniennes ont évoqué, en septembre 2011, un risque sur l'aviation civile à cause de missiles sol-air performants qui auraient quitté la Lybie. Comment ? Avec qui ? Une première filière s'est déjà écroulée en octobre-novembre 2011. Celle de la résistance saharienne pro-Kadhafi animée par le guide et ses fils. Cette filière menaçait d'utiliser les réseaux d'Al Qaida pour déstabiliser les intérêts occidentaux et de tous ceux qui ce sont alliés à l'OTAN. Sauf qu'Al Qaida dans la région s'est déclarée du côté des révolutionnaires libyens, et contre le régime du dictateur déchu. « Sur le terrain, des stocks libyens d'armes de guerre et de munitions ont été déplacés. Certains sont considérés comme perdus, d'autres sont chez des insurgés locaux qui négocient leur restitution. Mais cela ne dit pas

encore si des lots d'armes importants sont en dehors du pays, écoulés sur le marché de la contrebande. Il faudra quelque temps pour que les réseaux et les intérêts se décantent. Ses armes peuvent encore bien se monnayer en Libye même » estime Adlane Dramchi.

Les informations les plus précises d'armes sorties de Libye depuis le début de l'insurrection, ne concernent finalement pas les groupes islamistes, mais la rébellion des Touaregs. Ibrahim Ag Bahanga, un des chefs historiques de la revendication azawad au nord du Mali, à nouveau en rupture de ban avec Bamako, est revenu en Libye au début du soulèvement en février 2011. Il se serait, selon les sources sécuritaires des pays de la région, approvisionné en armes pour une reprise de la rébellion afin de contraindre le président malien, Amadou Toumani Touré, ou son successeur, à tenir les engagements de l'accord d'Alger de 2006. La fuite de Libye des Touaregs qui combattaient dans les rangs loyalistes à Kadhafi a eu comme conséquence une convergence des factions armées et la naissance d'une nouvelle organisation, le Mouvement national azawad. Son principal artisan, Ibrahim Ag Bahanga, est décédé d'un accident de piste le 26 novembre dernier. L'agenda de la reprise de la lutte armée a été repris par ses compagnons, avec cette fois une jonction entrevue entre les tribus targuies du nord du Niger et celles du nord du Mali. L'AQMI, en dépit des possibilités de se renforcer et de s'armer plus vite, que lui offre le champ de bataille libyen, n'est pas certaine d'en tirer réellement profit dans le court terme.

La reprise à une échelle plus large de la rébellion targuie, plus forte en nombre et en armes, pose le plus cruciale des problèmes, celui du contrôle du territoire. La cohabitation entre deux réseaux armés conquérants est, dans le nouveau contexte, peu envisageable. L'accélération subite des enlèvements d'étrangers à la fin du mois de novembre 2011 au nord du Mali (deux Français kidnappés à Hombori, deux Hollandais et un Sudafricain enlevés à Tombouctou et un touriste allemand tué), illustre la tension soudaine en quête de positions de force, de monnaie d'échange, et de moyens de financements.

Comme à la fin de la Seconde Guerre mondiale, en 1945, la Lybie, libérée de la dictature de Kadhafi, est devenue un immense dépôt d'armes plus ou moins accessibles dans le Fezzan aussi bien que dans la Tripolitaine. Dans l'imaginaire nationaliste algérien ces armes peuvent servir en Algérie. Les premières armes de l'insurrection algérienne contre le colonialisme français en 1954 venaient, en partie des « stocks libyens » de l'Afrika Corps et de l'armée de Mussolini. Mais le problème face à une rébellion n'est jamais tout à fait celui de ses armes, mais celui des insurgés qui cherchent à les obtenir. Les Algériens le savent aussi. Les « stocks libyens » sont restés plusieurs années en place avant d'être utilisés par des hommes qui n'avaient plus aucun autre recours que celui là. Si la Libye « libère » des armes dans la région, l'Algérie produit des insurgés. La campagne anti-libyenne de l'été 2011 a presque cru l'avoir fait oublier au monde. ■